la législature pour l'amélioration des communications intérieures; et depuis ce tems je crois qu'on n'a dévoué à cet objet qu'environ £3,000.

A quoi attribuez-vous que la législature ait donné moins depuis 1817 qu'elle n'avait fait auparavant?—Je ne me rappelle pas à présent les causes auxquelles je l'ai entendu attribuer.

Depuis l'année 1817 y a-t-il eu des bills d'appropriation pour les chemins de passés dans aucune des branches de la législature, qui n'aient pas reçu la sanction de l'autre?—Je ne puis dire s'il y en a eu ou s'il n'y en a pas eu.

Avez-vous considéré le besoin de communications dans les townships comme un des griefs que vous deviez représenter?—Certainement je l'ai fait.

A quoi avez-vous attribué le besoin de communications, et quelles suggestions aviez-vous à offrir pour y remédier?—Sans aucun doute j'ai généralement entendu donner comme une des raisons auxquelles on doit attribuer les difficultés de communications, ainsi que beaucoup d'autres difficultés qui pèsent sur les townships, à un manque de dispositions de la part de la Chambre d'Assemblée provinciale à encourager de tels établissemens. J'ai entendu très souvent considérer cela comme une des raisons; beaucoup de personnes croient que c'est là une raison.

Y a-t-il eu quelques propositions de faites dans la législature pour l'appropriation de fonds à l'amélioration des communications intérieures dans les townships depuis l'année 1817?—Il y en a eues; et je pense que des sommes au montant d'environ £3,000 peuvent avoir été appropriées pour des chemins, l'emploi d'une partie desquelles a été ordonné pour les townships.

Le gouverneur a-t-il, depuis l'année 1817, jamais rappelé à l'attention de la législature la nécessité d'améliorer les communications intérieures?—Oui, fréquemment, je crois, dans ses discours ou dans ses messages.

Quel cas a-t-on fait de cette recommandation?—Comme j'ai dit ci-devant, n'étant pas membre de la législature, je ne puis prendre sur moi de le dire; on considère que les procédés qu'on aurait dû adopter sur cet objet, ont été négligés.

Vous-les détaillez quels sont les procédés qui à ce que vous pensez auraient dû être adoptés?—Je considère que la loi aurait dû être changée de manière à l'adapter à la situation des townships.

Quelle loi?—La loi qui subsiste maintenant dans la province au sujet des chemins, savoir, l'acte de la 36e. de George 3.

Pense-t-on généralement dans les townships parmi les colons anglais, que si on faisait quelques unes des principales lignes de communication, on faciliterait considérablement la formation d'établissements dans ces townships?—Il ne peut y avoir aucun doute là dessus.

Est-on d'opinion que c'est afin de prévenir de tels établissemens, qu'on embarrasse de difficultés la formation de semblables chemins?—Un grand nombre de personnes le croient.

Vous avez détaillé d'autres griefs que vous désiriez représenter, et qui pèsent considérablement sur les colons britanniques dans les townships; quels sont ces griefs?—Je pourrais peut-être offrir, comme un mode plus succinct de les indiquer, une pétition qui fut dressée et signée par plus de 10,000 personnes au tems où on demanda l'union, afin d'obtenir du secours contre ces difficultés. La pétition qu'elles dressèrent contenait tout ce qu'on considérait généralement parmi elles comme des griefs; c'est pourquoi il serait plus court de les lire d'après cette pétition que de les détailler d'aucune autre manière.

Quelle est la date de cette pétition?—Elle a été envoyée des townships en 1823.

Croyez-vous que c'est un juste détail de ce dont on se plaint généralement?—Je crois que c'est un juste détail; elle est intitulée la pétition des habitans de naissance et d'origine britannique dans Durham, Stanbridge, et ainsi de suite, comprenant un grand nombre de lieux dans le Bas-Canada.

[Le témoin délivra copie de la pétition, laquelle fut lue.]

Quant à ce qui y est mentionné, je n'ai qu'à dire que je ne connais aucun changement dans la condition des townships, excepté seulement qu'il a été établi pour une certaine partie d'entre eux, une cour qui décide des causes jusqu'à un montant très limité; ce-

pendant

Samuel Gale,
écuyer.

8 mai 1823.